

Communiqué de PRESSE

Depuis huit semaines nous agissons contre la loi travail et depuis des mois contre la privatisation et le démantèlement de nos entreprises de service public. Le dialogue social n'a jamais été aussi inexistant, et l'information au citoyen autant déformée. Nous n'avons plus de solution pour nous faire entendre et vous informer sur le désastre financier que préparent les directions des IEG avec l'aide du gouvernement. Jusqu'où sommes nous prêts, nous citoyens, à accepter cette déliquescence ? C'est pourquoi suite à l'action, la commission exécutive du syndicat CGT Energie43, revendique la coupure d'alimentation de fibre optique sur Brives charensac le mardi 3 mai 2016.

Explications...

Vous avez dit : « EDF serait en faillite »

Cette année 2016, il y a 70 ans que la nationalisation d'EDF a mis à disposition de notre pays, un modèle économique basé sur une architecture d'entreprise intégrée (production, transport, distribution) permettant de répondre aux besoins énergétiques de la nation.

L'entreprise avec son personnel a relevé avec succès tous les défis jusqu'au début des années 2000, date de l'ouverture à la concurrence du secteur et de la privatisation de l'entreprise.

Depuis, le libéralisme économique avec à sa tête l'Europe d'un côté et le gouvernement français de l'autre agissent méthodiquement pour détruire ce modèle quel qu'en soit les conséquences aussi bien pour le développement industriel de notre pays que pour l'intérêt général.

C'est la lecture que fait la CGT de l'énergie, des différentes annonces sur la situation financière difficile que rencontre EDF et le plan d'économie et de suppression d'emplois qui en résulteraient.

Nous entendons informer, éclairer les salariés, la population de notre pays, sur les causes et les responsables de cette situation et appeler les usagers et les citoyens à se mobiliser contre la casse de leur bien commun et à soutenir la mise en œuvre d'un véritable projet industriel pour le secteur énergétique et le service public.

Les représentants du personnel au comité central d'entreprise d'EDF SA ont lancé une alerte économique dès décembre 2015 afin de disposer de tous les éléments d'analyse. Le constat qui en ressort est édifiant :

- Absence totale d'orientations stratégiques tant au niveau de la direction d'EDF que du gouvernement sur un secteur vital pour l'intérêt général.

Ensemble de mesures qui impose des obligations financières et qui en même temps prive EDF de ses ressources à savoir :

- Rachat de la partie réacteur d'AREVA, 2,5 Mds d'euro
- Versement de dividendes à l'état 2,3 Mds d'euro par an. Depuis le début des années 2000 EDF a versé en cumulé de l'ordre de 30 Mds à l'état, il faut se rappeler qu'avant la privatisation, le statut d'EPIC conduisait EDF à équilibrer ses comptes et à ne pas faire de bénéfice.
- Engagement dans un projet HINKLEY POINT C incertain en Angleterre, sans que l'on ait de retour d'expérience complet sur la construction de l'EPR de Flamanville et pour un coût de 22 Mds d'euro.
- Libéralisation du secteur de l'énergie, ouverture à la concurrence des marchés d'entreprises et collectivités locales. A ce sujet, comment interpréter le fait que ERDF filiale à 100% d'EDF achète son courant à Direct Energie sinon pour obéir à des stratégies de casse d'EDF.

- Vente d'actifs pour dégager du cash et en particulier le réseau de transport RTE ce qui est inacceptable pour la CGT ne serait ce que par son caractère stratégique. Comment se priver du moyen de transport de l'énergie qu'on produit et de le livrer au privé qui aura la main mise sur les prix du transport.
- Plafonnement de la production nucléaire, loi NOME, intégration anarchique des ENR sans corrélation avec les besoins et obligation d'achat à plus de 5 fois le prix du marché payé par la population via la CSPE.
- Fermeture des centrales thermique à flamme Porcheville et Cordemais (3800 MW) uniquement pour des raisons financières et Européennes.
- Duplicité complète de l'Europe qui prétend vouloir lutter contre le réchauffement climatique mais qui casse le secteur électrique et met en demeure la France et EDF d'abandonner le secteur Hydraulique et d'ouvrir les concessions à la concurrence.
- Suppression annoncée de 4300 emplois dans les fonctions support recherche commerce qui hypothèque le développement et l'avenir de l'entreprise.
- Etc

Alors oui, si EDF est en faillite, c'est voulue et organisée par les pouvoirs publics et l'Europe libérale.

La CGT n'acceptera pas cette situation.

Pour La Commission Exécutive du Syndicat CGT Energie43